

Jacques Delors : "si l'euro saute, l'Allemagne trinquera"

23-11-11 à 12:26 par [Vincent Beaufils](#) Réagir

INTERVIEW L'ancien Président de la Commission européenne invite Angela Merkel à ne pas imposer un nouveau traité qui aurait surtout "un aspect punitif".



Quand on évoque une "Europe allemande", cela vous inquiète-t-il ?

Non, parce que nous n'en sommes pas encore là, même si l'économie allemande est la plus performante de la zone euro.

L'Allemagne en tout cas exerce un leadership...

Le leadership allemand a été plutôt désastreux avec la valse-hésitation d'Angela Merkel du début de la crise à l'été 2011. Peut-être n'avait-elle pas bien saisi l'importance de l'Europe pour l'Allemagne ? Mais maintenant elle le reconnaît elle-même, "si l'euro saute, l'Allemagne trinquera".

La coalition allemande n'a-t-elle pas changé de discours ?

Oui, mais je vous le rappelle, c'est l'Allemagne qui avait refusé en 1997 le pilier économique du rapport Delors. C'est ce refus qui a fait que l'Union économique et monétaire ne marche que sur une seule jambe. Aujourd'hui, Angela Merkel a repris l'offensive sur le futur de l'Europe, et sent bien qu'il faut une réforme des traités pour faire passer de nouveaux transferts de souveraineté, et les faire accepter par la cour de Karlsruhe.

Angela Merkel est-elle la mieux placée pour cette nouvelle étape ?

La situation de l'Allemagne est telle qu'on doit accepter de discuter de ses propositions. Selon moi, celles-ci sont de nature à casser le modèle communautaire, qui a jusqu'ici permis d'avancer en Europe. Sa "méthode de l'Union", qui vise à transformer la Commission en un secrétariat technique, ne peut pas marcher. Elle vient de proposer d'élire au suffrage universel le Président de la commission pour donner un visage à l'Europe. Mais un visage sans bras, puisque la Commission serait privée du monopole du droit d'initiative qui est son moteur.

Ce serait en tous cas le retour de la "méthode intergouvernementale" avec des discussions entre les monstres froids que sont les Etats, et la disparition de toute inspiration vers l'intégration européenne.

Sans compter les coups de règles que la vertueuse Allemagne va infliger...

Faire un nouveau traité qui aura surtout un aspect punitif, c'est en effet prendre de gros risques pour la construction européenne. Il faut que les Allemands comprennent que les autres pays ont besoin de temps et de moyens pour entrer dans la globalisation et pour que chacun y ait sa part dans le respect d'une certaine diversité.

Comprenez-vous les réticences allemandes sur le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) ?

Personnellement je ne suis pas partisan de faire de la BCE le prêteur en dernier ressort et inconditionnel de la zone euro pour la sauver. On pourrait peut être arrêter l'incendie, mais les conséquences seraient terribles, et pas seulement dans le bilan de la BCE. Avec une dépréciation des titres, l'institution perdrait toute crédibilité. Mais la BCE doit continuer les interventions à titre exceptionnel, et faire savoir qu'elle les poursuivra avec grande détermination.

Les Allemands doivent-ils toujours avoir un devoir particulier pour l'Europe ?

Pendant 40 ans, le sentiment de culpabilité a poussé les Allemands à faire davantage pour l'Europe afin de favoriser la réconciliation. Ces temps s'éloignent... Il faut qu'ils retrouvent cette force qui animait Kohl à l'âge de 15 ans, quand il est allé casser les bornes de la frontière franco-allemande. Ce n'était pas par remord, mais par conviction. Il ne voulait plus jamais la guerre entre nous. Ce sentiment existe toujours chez les Allemands. Mais aujourd'hui ils doivent comprendre qu'il n'y pas que la guerre des armées, il peut y avoir la guerre économique. Si demain, tous les pays européens se replient sur eux-mêmes, font des dévaluations à tour de bras, vous imaginez la situation ? Ce qui est en cause, c'est bien la stabilité d'un continent qui a fait des grands choix il y a 60 ans.

Propos recueillis par Vincent Beaufils Sabine Syfuss-Arnaud